SPEECH BY H.E. MR. NAWAF SALAM, PRESIDENT OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE, BEFORE THE SIXTH COMMITTEE OF THE GENERAL ASSEMBLY

25 October 2024

Mr. Chairman,
Distinguished delegates of the Sixth Committee,

It is a great honour for me to address this Committee for the first time as President of the International Court of Justice (ICJ) and to maintain the solid ties and the tradition of annual exchange between us. Let me first congratulate His Excellency Mr Rui Vinhas on his election as Chairman of the Sixth Committee for the seventy-ninth session of the General Assembly.

I have chosen to speak to you today about the place of the "individual" in the jurisprudence of the ICJ, in line with the "pact for the future" adopted last month, in which it was stressed that people ought to be placed at the centre of all the actions of our organization, not to mention the UN Charter, which famously starts with "we the peoples".

Unlike international criminal courts which deal with the criminal responsibility of individuals, the ICJ, in addition to its advisory function, serves as a dispute settlement mechanism between States. As you know, only States may be parties to contentious proceedings before the Court. Nonetheless, there are a number of ways by which individuals can see their rights protected by the proceedings before Court. Let me first mention that we have recently witnessed a significant increase in cases involving human rights treaties such as the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (or the "Genocide Convention"), the Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (or

the “Convention against Torture”), and the International Convention on the Elimination of all Forms of Racial Discrimination (or “CERD”). Irrespective of the motivations that might have driven the States parties to bring these cases before the Court, it cannot be said that the Court loses sight of the rights and interests of human beings in the exercise of its judicial dispute settlement function — not to mention its advisory role, to which I shall return..

*

Il est vrai qu’une personne ne peut ester devant la Cour de façon autonome comme elle peut le faire devant une juridiction internationale des droits de l’homme. Il n’en reste pas moins que les droits qu’elle tient du droit international peuvent être protégés par la Cour.

Je commencerai par examiner la façon dont les droits de l’homme peuvent être préservés, en particulier, par l’indication de mesures conservatoires. Nous avons récemment constaté une hausse du nombre d’affaires portées devant la Cour sur le fondement de traités relatifs aux droits de l’homme dans le contexte de conflits armés, ainsi qu’une augmentation inédite du nombre de demandes en indication de mesures conservatoires. C’est le signe que les États n’hésitent pas à se tourner vers la Cour, même en temps de guerre. Je tiens néanmoins à préciser que la Cour en a profité pour réaffirmer que la protection offerte par les conventions régissant les droits de l’homme ne cesse pas en temps de conflit armé.

Comme vous le savez, les mesures conservatoires visent à préserver les droits revendiqués par un État en attendant que la Cour statue sur le fond de l’affaire. La Cour n’exerce le pouvoir d’indiquer de telles mesures que s’il y a urgence, c’est-à-dire s’il existe un risque réel et imminent qu’un préjudice

irréparable soit causé aux droits plausibles qui font l'objet de la procédure judiciaire.

Pour déterminer s'il existe un risque qu'un préjudice irréparable soit porté aux droits d'un État qui sont en cause dans une instance introduite sur le fondement d'un traité relatif aux droits de l'homme, la Cour examine s'il est possible qu'un tel préjudice soit causé aux droits protégés des personnes concernées.

Par exemple, dans plusieurs instances introduites sur le fondement de la CIEDR, la Cour, après avoir recherché s'il existait un risque qu'un préjudice irréparable soit porté aux droits plausibles en cause entre deux États, a conclu que les droits conférés par cette convention, notamment le droit de toute personne d'être protégée de la haine et de la discrimination raciales, le droit à la sécurité et d'autres droits civils (par exemple, le droit de circuler librement et le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays), étaient de nature telle que le préjudice qui leur serait porté pourrait se révéler irréparable. Elle a également dit que les personnes soumises à des traitements inhumains ou dégradants ou à la torture pourraient être exposées à un risque grave de préjudice irréparable. Elle a en outre jugé que la détresse psychologique, comme les sévices, pouvait causer un tel préjudice (*Arménie c. Azerbaïdjan, mesures conservatoires, ordonnance du 7 décembre 2021* ; *Qatar c. Émirats arabes unis, mesures conservatoires, ordonnance du 23 juillet 2018*).

Après avoir reçu une demande en indication de mesures conservatoires de la Gambie en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)*, la Cour a examiné la question du risque de préjudice irréparable et de l'urgence et en a conclu ce qui suit :

« À la lumière des valeurs fondamentales que la convention sur le génocide entend protéger, ... les droits en cause en l'espèce et, en particulier, celui du groupe rohingya au Myanmar et de ses membres d'être protégés contre les meurtres et autres actes menaçant leur existence en tant que groupe, sont de nature telle que le préjudice qui leur serait porté pourrait être irréparable. »

L'ultime bénéficiaire des traités relatifs aux droits de l'homme étant la personne humaine, ses droits sont protégés, avec ceux des États, lorsque la Cour indique des mesures conservatoires.

Permettez-moi de citer quelques exemples de mesures conservatoires particulières dont des individus ont été les ultimes bénéficiaires. En l'affaire relative à l'*Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)*, le 15 octobre 2008, la Cour a dit que les deux Parties devaient, en Ossétie du Sud, en Abkhazie et dans les régions géorgiennes adjacentes,

« 1) s'abstenir de tous actes de discrimination raciale contre des personnes, des groupes de personnes ou des institutions ;

...

3) faire tout ce qui [était] en leur pouvoir, chaque fois que, et partout où, cela [était] possible, afin de garantir, sans distinction d'origine nationale ou ethnique,

i) la sûreté des personnes ;

ii) le droit de chacun de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État ;

iii) la protection des biens des personnes déplacées et des réfugiés ;

4) faire tout ce qui [était] en leur pouvoir afin de garantir que les autorités et les institutions publiques se trouvant sous leur contrôle ou sous leur influence ne se livrent pas à des actes de discrimination raciale à l'encontre de personnes, groupes de personnes ou institutions ».

Dans la même affaire, la Cour a ordonné aux deux Parties de « faciliter[], et [de] s'abst[enir] d'entraver d'une quelconque façon, l'aide humanitaire apportée au soutien des droits dont p[ouvai]t se prévaloir la population locale en vertu de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ».

En l'instance relative à l'application de la CIEDR introduite par l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, la Cour a prescrit à cette dernière de

« prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'incitation et l'encouragement à la haine raciale, y compris par des organisations ou des personnes privées sur son territoire, contre les personnes d'origine nationale ou ethnique azerbaïdjanaise » (*Azerbaïdjan c. Arménie, mesures conservatoires, ordonnance du 7 décembre 2021*).

En l'instance introduite par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan concernant l'application de la même convention, la Cour a indiqué plusieurs mesures conservatoires visant à protéger les droits des personnes tels qu'énoncés par la CIEDR. Ainsi, dans son ordonnance du 17 novembre 2023, elle a ordonné à l'Azerbaïdjan de

1. veiller à ce que toute personne qui aurait quitté le Haut-Karabakh après le 19 septembre 2023 et qui souhaiterait y

retourner soit en mesure de le faire en toute sécurité, librement et rapidement ;

2. veiller à ce que toute personne qui serait restée au Haut-Karabakh après le 19 septembre 2023 et qui souhaiterait en partir soit en mesure de le faire en toute sécurité, librement et rapidement ; et

3. veiller à ce que toute personne qui serait restée au Haut-Karabakh après le 19 septembre 2023 ou qui y serait retournée et qui souhaiterait y rester ne fasse pas l'objet de recours à la force ou d'intimidation susceptible de l'inciter à fuir.

La Cour a également prescrit à l'Azerbaïdjan de $« protéger et préserver les documents et registres liés à l'enregistrement, à l'identité, et à la propriété privée relatifs aux personnes [ayant quitté le Haut-Karabakh ou y étant restées] et en tenir dûment compte dans sa pratique administrative et législative » (*Arménie c. Azerbaïdjan, mesures conservatoires, ordonnance du 17 novembre 2023*).

Les mesures conservatoires ont également bénéficié à des individus en l'affaire relative à l'*Application de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Canada et Pays-Bas c. République arabe syrienne)*, dans laquelle la Cour a ordonné à la République arabe syrienne, le 16 novembre 2023, de

« prendre toutes les mesures en son pouvoir afin de prévenir les actes de torture et autres actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

En l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud*

c. Israël), la Cour a indiqué plusieurs mesures conservatoires. Dans sa première ordonnance, en date du 26 janvier 2024, elle a dit ce qui suit :

> « L'État d'Israël doit, conformément aux obligations lui incombant au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission, à l'encontre des Palestiniens de Gaza, de tout acte entrant dans le champ d'application de l'article II de la convention, en particulier les actes suivants :
>
> a) meurtre de membres du groupe ;
>
> b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;
>
> c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; et
>
> d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ».

La Cour a également prescrit à Israël de « prendre sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requis de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles [étaient] soumis les Palestiniens de la bande de Gaza ».

Ces ordonnances en indication de mesures conservatoires montrent que la personne humaine peut être au centre de la protection offerte par la Cour. Ainsi, depuis l'affaire *LaGrand (Allemagne c. États-Unis d'Amérique)* en 2001, dans laquelle était en jeu la protection de la vie de deux personnes dont les droits au titre de la convention de Vienne sur les relations consulaires avaient été violés, la Cour a souligné que ses ordonnances en indication de

mesures conservatoires avaient un caractère obligatoire et mettaient des obligations juridiques à la charge des États.

*

I would like to highlight the importance of the ongoing trend in the Court's jurisprudence towards a greater recognition of the rights and interests of the individual under international law, not only in its orders indicating provisional measures, but also in its judgments.

A milestone in this trend is the case concerning *Ahmadou Sadio Diallo*, between the Republic of Guinea and the Democratic Republic of the Congo. In that case, Guinea filed an Application in respect of a dispute concerning "serious violations of international law" alleged to have been committed upon the person of Mr Diallo, a Guinean national. It alleged that Mr Diallo was unjustly imprisoned by the authorities of the DRC, despoiled of his sizable investments, businesses, movable and immovable property and bank accounts, and then expelled. In its Judgment on the preliminary objections, of 24 May 2007, the Court found Guinea's Application to be admissible in so far as it concerned the protection of Mr Diallo's rights as an individual, as well as his direct rights as *associé* in two companies. In this context, it is worth recalling the Court's memorable statement:

> "under customary international law, as reflected in Article 1 of the draft Articles on Diplomatic Protection of the International Law Commission,
>
> > "diplomatic protection consists of the invocation by a State, through diplomatic action or other means of peaceful settlement, of the responsibility of another State for an injury

> caused by an internationally wrongful act of that State to a natural or legal person that is a national of the former State with a view to the implementation of such responsibility".

> Owing to the substantive development of international law over recent decades in respect of the rights it accords to individuals, the scope *ratione materiae* of diplomatic protection, originally limited to alleged violations of the minimum standard of treatment of aliens, has subsequently widened to include, *inter alia*, internationally guaranteed human rights." (*Republic of Guinea* v. *Democratic Republic of the Congo*, *Preliminary Objections Judgment*)

In this Judgment, the Court expanded the scope of diplomatic protection beyond violations of the minimum standard for the treatment of aliens and declared that it encompasses internationally guaranteed human rights.

The Court rendered its Judgment on the merits of this case in 2010 in which it found that the DRC had violated its obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights, the African Charter on Human and Peoples' Rights and the Vienna Convention on Consular Relations, and was under an obligation to make appropriate reparation, in the form of compensation, to the Republic of Guinea for the injurious consequences of the violations of international obligations.

With regard to compensation, the Court usually gives the Parties the opportunity to come to an agreement on the matter. Failing agreement between them within a certain period, in this case it was six months, the nature of the compensation is determined by the Court. In the *Diallo* case, the time-limit fixed having expired, it fell to the Court to determine the amount of

compensation to be awarded to Guinea as a consequence of the unlawful arrests, detentions and expulsion of Mr. Diallo by the DRC. In its Judgment of 19 June 2012, in which it fixed the amount owed by the DRC to Guinea, the Court stated in a clear recognition of the individual interests under international law that "the sum awarded to Guinea in the exercise of diplomatic protection of Mr Diallo is intended to provide reparation for the latter's injury" *(Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo, Compensation*).

More recently, the Court had to deal with the question of reparation for the damage caused due to breaches of international obligations in the case concerning *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Uganda).* In its Judgment on the merits rendered in 2005, the Court found, *inter alia*, that Uganda had violated the principle of non-use of force in international relations and the principle of non-intervention, its obligations under international human rights law and international humanitarian law, as well as obligations owed to the DRC related to natural resources. The Court also found that Uganda was under an obligation to make reparation to the DRC for the injury caused. Failing agreement between the Parties on the question of reparations, the Court resumed the proceedings at the request of the DRC and settled the matter in its judgment of 9 February 2022.

I need not analyse today the principles and rules applicable to the assessment of reparations, the standard of proof, etc. However, what I would like to mention is that this was the first time that the Court had to fix reparations for damages involving a large group of victims in a large-scale armed conflict, which included loss of life, personal injuries, rape and sexual violence, the recruitment and deployment of child soldiers, displacement, and damages to personal property. Ultimately, the Court awarded compensation in

the form of a global sum for, *inter alia,* the loss of life and other damage to persons, and for damage to property.

It is worth noting that at the end of its Judgment, the Court took full cognizance of and welcomed an undertaking given by the Agent of the DRC during the oral proceedings regarding a fund established by the Government of the DRC, to be used to fairly and effectively distribute to the victims of the harm the compensation to be paid by Uganda. The Court concluded by stating that "[i]n distributing the sums awarded, the fund is encouraged to consider also the possibility of adopting measures for the benefit of the affected communities as a whole" (*Democratic Republic of the Congo* v. *Uganda, Reparations*).

In the *Diallo* case and in the *DRC* v. *Uganda* case, the Court recognized the right of individuals to reparation under international law, even though the individuals themselves were not involved in the process of determining reparation before the Court.

In the same vein, in its Advisory Opinion rendered 20 years ago, on 9 July 2004, concerning the *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, the Court concluded that the construction of the wall had, *inter alia,* entailed the requisition and destruction of homes, businesses and agricultural holdings. It therefore found that Israel had an obligation to make reparation for the damage caused to all the natural or legal persons concerned. Specifically, the Court stated that Israel was under an obligation to:

> "return the land, orchards, olive groves and other immovable property seized from any natural or legal person for purposes of construction of the wall in the Occupied Palestinian Territory. In the event that such restitution should prove to be materially

> impossible, Israel has an obligation to compensate the persons in question for the damage suffered. The Court considers that Israel also has an obligation to compensate, in accordance with the applicable rules of international law, all natural or legal persons having suffered any form of material damage as a result of the wall's construction."

In its latest Advisory Opinion of 19 July 2024, concerning the *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, after having found that Israel was under an obligation "to end its unlawful presence in the Occupied Palestinian Territory as rapidly as possible", the Court stated that it "is of the opinion that the State of Israel has the obligation to make reparation for the damage caused to all the natural or legal persons concerned in the Occupied Palestinian Territory".

*

The last aspect I would like to address is the contribution of the Court to the development of peoples' rights. The Court has on many occasions taken the view that "peoples" as such, and not only States, can be holders of rights and obligations under international law. In its Advisory Opinion on *Western Sahara* in 1975, the Court referred to self-determination not only as a "principle" but as a "right of peoples", which was enunciated in resolution 1514 of the United Nations General Assembly (Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples, General Assembly resolution 1514 (XV)). Later on, the Court made clear in its Advisory Opinions on the *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory* and the *Legal Consequences of the Separation*

of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965, that the right of people to self-determination had crystallized as a customary rule binding upon all States. The Court recognized that the obligation to respect the right to self-determination is owed *erga omnes* and that all States have a legal interest in protecting that right.

The Court turned again to the right of self-determination in its latest Advisory Opinion on the *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem* and recalled that it is a fundamental human right. In an important development, the Court found that in cases of foreign occupation, the right to self-determination constitutes a peremptory norm of international law. I recall that a peremptory norm is defined by the International Law Commission as follows:

> "A peremptory norm of general international law (jus cogens) is a norm accepted and recognized by the international community of States as a whole as a norm from which no derogation is permitted"

In this latest advisory opinion, the Court also clarified the scope of application of the right to self-determination. In particular, it recalled that the right to territorial integrity is recognized under customary international law as a corollary of the right to self-determination. Moreover, by virtue of this right, a people is protected against acts aimed at dispersing the population and undermining its integrity as a people. The Court found that the right to self-determination is the right to exercise permanent sovereignty over natural resources, which is a principle of customary international law. The Court also stated that a key element of the right to self-determination is the right of a people to determine freely its political status and to pursue its economic, social and cultural development.

*

Mr. Chairman,
Distinguished delegates,

This concludes my address today, which I hope has provided you with a general overview of the ways in which the Court protects individual and peoples' rights. The ultimate concern of international law is indeed the human being. If time permits, I would be delighted to hear your reactions and answer any questions you may have.

I would like once again to thank the Chairman and all members of the Commission for their support and the interest they have shown in the work of the International Court of Justice.